

que ce problème relève des municipalités et du gouvernement provincial. Seuls ils peuvent agir. Il leur est évidemment très utile de bénéficier des renseignements que vous possédez et de l'orientation que vous pouvez imprimer à leur action, mais après tout il leur revient d'agir.

Le sénateur BRADETTE: Monsieur le président, me permettez-vous une remarque? Le professeur a parlé du peu de succès que ce procédé a remporté dans les vergers de Californie. J'ai lu bien des articles à ce sujet et je m'intéresse moi-même à l'agriculture du Nord de l'Ontario. Le peu de succès remporté me semble être attribuable à un excès de travail dans les coulisses. Et il y en a eu aussi dans l'Ontario.

Des rumeurs me sont venues aux oreilles et j'ai pris récemment connaissance d'un article,—je ne parle pas actuellement politique,—dans lequel on reprochait à la province de ne pas traiter de ces questions avec assez de fermeté, ce qui est contraire à son attitude passée et à celle qu'elle adopte maintenant. Notre Comité est aux prises avec un problème épineux. Ainsi un rapport assez coûteux a été préparé par des spécialistes en agriculture de ma région et il n'a jamais été présenté ici.

Vous voyez donc, monsieur le président, qu'il y a conflit entre les autorités provinciales et fédérales. J'ignore si le même problème se pose en Ontario. Nous savons tous qu'on a vendu récemment un morceau de terre appartenant à l'ancien premier ministre de l'Ontario, M. Henry. C'était une très belle terre située dans la banlieue de Toronto; on nous a dit qu'elle s'était vendue plus d'un million. Cela est évidemment très agréable pour ceux qui en ont profité financièrement, mais je crois que des mesures énergiques devraient être prises. Nous n'avons ici aucune chance d'y parvenir. Nous avons écouté un rapport exceptionnel; s'il reçoit la publicité qu'il mérite, peut-être réussira-t-il à éveiller l'opinion, à attirer l'attention du public de la province d'Ontario.

Le sénateur McGRAND: Puis-je dire qu'il n'intéressera pas le public autant qu'il le ferait s'il préconisait une sécurité sociale plus grande.

Le sénateur GOLDING: Je tiens à féliciter le professeur Krueger de l'aide qu'il a apportée dans la discussion d'aujourd'hui ainsi que des recherches et des études qu'il a consacrées à cette question.

Le sénateur CAMERON: Monsieur le président, j'aurais deux questions à poser. Laissez-moi cependant appuyer auparavant ce qu'a dit le sénateur Golding et répéter que ce rapport est un des plus parfaits qu'il nous ait été donné d'entendre.

On a laissé entendre que la législation de la province d'Ontario permettrait d'étendre la portée des plans d'aménagement. Cette législation envisage-t-elle de constituer une commission provinciale pour traiter de ces questions? Je serais porté à croire qu'une telle commission serait nécessaire et devrait travailler de concert avec les commissions régionales.

Mon second point est le suivant: Aucun gouvernement ne s'engagera dans cette voie si le public ne le réclame et seule l'éducation peut préparer l'esprit du public à une action de ce genre. Les connaissances que vous nous avez dispensées ce matin sont d'une importance vitale. Comment utilise-t-on les services de vulgarisation, que font les agronomes locaux et les agents de comté, ou quel que soit leur nom, pour propager ces notions? On devrait les communiquer à la population,—des villes aussi bien que ces campagnes. Deux questions se posent ici. Les organismes provinciaux d'urbanisme prévoient-ils la diffusion de renseignements sur les plans en cours et quels efforts fait-on pour rendre ces renseignements accessibles à tous?